La Lettre de l'OCIM

Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques

136 | 2011
juillet - août 2011

« Questions de Sciences, Enjeux Citoyens » : à la recherche de l'expression citoyenne

“Questions on Sciences, Citizen stakes”: seeking citizen expression

Nicolas Blémus

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ocim/896>

DOI : 10.4000/ocim.896

ISSN : 2108-646X

Éditeur

OCIM

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2011

Pagination : 27-35

ISSN : 0994-1908

Référence électronique

Nicolas Blémus, « « Questions de Sciences, Enjeux Citoyens » : à la recherche de l'expression citoyenne », *La Lettre de l'OCIM* [En ligne], 136 | 2011, mis en ligne le 01 juillet 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ocim/896> ; DOI : 10.4000/ocim.896

Tous droits réservés

« Questions de Sciences, Enjeux Citoyens » : à la recherche de l'expression citoyenne

Nicolas Blémus *

© QSEC

* Nicolas Blémus est coordinateur régional
de Questions de Sciences, Enjeux Citoyens
nicolas.blemus@qsec.fr

Mis en place en Île-de-France en 2009, le dispositif « Questions de Sciences, Enjeux Citoyens » permet à la population, toutes catégories sociales confondues, de débattre sur les enjeux de société liés à la recherche et à la technologie : le responsable du projet revient sur la méthodologie et les protocoles développés, les savoir-faire mobilisés et dresse un premier bilan de l'opération.

Les acteurs de la culture scientifique ont un rôle à jouer dans les débats. Ce rôle, ce n'est pas celui du législateur qui fixe le droit, ni celui de l'élu qui décide des politiques publiques, ni encore celui du spécialiste, du chercheur, du technicien ou du professionnel du secteur concerné. Leur rôle, le nôtre, c'est celui d'accompagner les habitants de nos territoires dans la compréhension de ce qui fait débat, à un moment où notre quotidien se compose si ostensiblement de questions qui marient tout à la fois aspects scientifiques, sociaux, culturels et politiques. Pourtant, lorsque nous souhaitons aborder ces débats, il nous est difficile de trouver les moyens de ne pas les confisquer, de ne pas en figer les positions ou de ne pas neutraliser la part de conviction et d'invention qui s'en dégage dans la société civile. Aussi, si nous voulons traiter du nucléaire, des neurosciences ou des OGM, non pas seulement par les connaissances scientifiques et techniques qui s'y rattachent, mais encore sous l'angle des valeurs sociales, normes morales, opinions et idées particulières ou partagées qui constituent des aspects fondamentaux de leur réalité, il nous faut questionner nos pratiques.

Trois questions posées à Baudouin Jurdant *

À travers la diversité des profils d'intervenant rencontrés par les groupes durant leurs parcours de réflexion, QSEC affirme que les professionnels des sciences ne sont pas les seuls à porter une parole légitime sur des problématiques qui ont pourtant bien une forte dimension scientifique. Cela n'est pas toujours bien compris. Pourquoi ?

Les sciences ont pour vocation de transformer les savoirs qui circulent dans la société civile. Cette transformation vise à donner à ces savoirs plus de profondeur, plus de vérité ; elle vise aussi à développer leurs applications pratiques en vue d'améliorer le bien-être des êtres humains : plus de confort, une santé meilleure et plus sûre, une mobilité plus aisée et souvent plus large, plus de sagesse également dans l'appréhension des problèmes économiques, environnementaux et sociaux auxquels la vie nous confronte en permanence. Or les scientifiques, devenus aujourd'hui des spécialistes de plus en plus pointus dans des domaines parfois très limités, peuvent oublier le contexte de vie qui donne tout son sens à leur savoir. En outre leur expertise se met souvent au service d'intérêts privés (les grandes entreprises technologiques, les firmes multinationales, les industries) défendus par des personnes ayant la possibilité financière de l'acheter et d'en faire usage pour leur bénéfice exclusif. Cette capture de l'expertise en vue de son exploitation mercantile pose beaucoup de problèmes. Car la science est publique. Les savoirs qu'elle élabore appartiennent de droit à l'ensemble des citoyens qui les ont financés par leurs impôts. Je prétends qu'il n'y a que dans le dialogue avec une grande diversité d'acteurs de la société civile que les savoirs scientifiques peuvent redevenir sensés et discutables. Le sens d'un savoir, ce n'est pas ce qui définit sa référence dans la réalité, c'est son ouverture à la discutabilité. Croire que les scientifiques peuvent exercer un monopole légitime sur leurs savoirs, c'est nier la possibilité pour ces savoirs d'être critiqués, discutés, négociés dans des contextes beaucoup plus larges que ceux qui définissent le cadre de leur production.

Ce qui est visé au travers de QSEC, ce n'est pas tant l'expression de « ceux qui savent », que le dialogue instauré entre eux et les « profanes » que sont les membres des groupes participants. Mais que peut-on attendre de tels échanges ?

Les sciences devraient faire partie intégrante de la culture qui définit le monde moderne. Il s'agit là d'une exigence de plus en plus pressante à laquelle devraient répondre en premier lieu les scientifiques eux-mêmes en prêtant une attention soutenue et bienveillante à ce que peuvent leur dire les artistes, les artisans, les écrivains, les poètes, les journalistes, les avocats, les agriculteurs, les employés de bureau, les chercheurs en sciences sociales et humaines, les mères de familles, les médecins généralistes, les ouvriers... Les scientifiques doivent réapprendre à écouter, à entendre ce qui leur vient d'ailleurs, d'un ailleurs souvent très proche, d'ailleurs ! Il s'agit d'une urgence

dans la mesure où de plus en plus de problèmes très actuels semblent ne plus pouvoir être formulés correctement sans y associer une dimension scientifique. Mais, bien souvent, le recours à l'expertise scientifique pour les résoudre est survalorisé. Je suis persuadé que beaucoup des problèmes rencontrés par les sociétés modernes et dont on confie les formulations à des experts, pourraient trouver des solutions plus raisonnables, plus pertinentes, plus justes et surtout mieux partageables sans faire appel aux sciences. La science tend à ne poser que les problèmes qu'elle croit pouvoir résoudre en comptant exclusivement sur ses propres ressources. Elle ignore les autres problèmes qui sont souvent bien plus importants que les siens. Il est temps que les acteurs de la société civile réagissent en ne voyant dans la science qu'une ressource parmi bien d'autres pour répondre aux questions qu'ils se posent sur l'environnement, l'alimentation, l'usage des médicaments, la densité urbaine, les migrations de population, les ressources en eau... L'intérêt du projet QSEC réside là : dans la mobilisation d'acteurs concernés et engagés qui, avant même de faire appel aux experts, tentent de poser les problèmes autrement, sur la base d'une attention particulière aux contextes sociaux et culturels susceptibles de leur donner un sens nouveau.

Vous attachez beaucoup de valeur à la verbalisation des échanges entre scientifiques et citoyens, qui est aussi l'un des aspects du projet QSEC. Pourquoi ?

Comme je l'ai dit en effet, j'attache beaucoup d'importance au sens que les savoirs scientifiques devraient pouvoir acquérir au sein des cultures modernes. Ce sens, d'où vient-il ? Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il ne se trouve pas dans les livres ni même dans la lecture que l'on peut faire de ceux-ci. Pas plus qu'il ne peut nous être dicté par la réalité elle-même. Nous parlons ici du sens que le monde et les choses du monde peuvent avoir à nos yeux. Or ce sens, il ne peut surgir que des relations que les hommes peuvent avoir les uns avec les autres. C'est en en parlant entre nous, que nous pouvons faire sens du monde qui nous entoure, des livres que nous lisons, des savoirs que nous acquérons, des problèmes que nous rencontrons, des obstacles qui bloquent nos projets, des catastrophes qui nous attendent, de tout ce qui nous arrive. La parole – notre faculté de langage – est au cœur de notre humanité. Il me semble urgent d'en retrouver les forces créatives en y associant intimement les sciences et les arts.

** Baudouin Jurdant, professeur en Sciences de la Communication et de l'Information, est l'un des trois membres du comité scientifique du projet QSEC*

Depuis 2009, l'opération « Questions de Sciences, Enjeux Citoyens » (QSEC) célèbre cette volonté d'investir tous les champs du possible en matière de débat de société, et assure pour cela la recherche, l'expérimentation et le perfectionnement de protocoles et de méthodologies *ad hoc*. Un comité de pilotage réunit douze partenaires : la Région Île-de-France, la DRRT Île-de-France, le Conseil général de l'Essonne, le Parc aux Étoiles, Planète Sciences Île-de-France, F93 depuis l'origine, Paris-Montagne, Terre avenir et Association Science Technologie Société depuis 2010 ainsi que l'Exploradôme et Les Petits débrouillards à partir de 2011.

Au plan général, la mise en œuvre de l'opération est assez simple : du mois d'octobre au mois de juin de chaque année et cela jusqu'en 2013, plusieurs dizaines de groupes d'habitants de la région Île-de-France débattent des enjeux de société propres à un thème annuel préalablement défini. Chaque saison, après avoir interrogé des spécialistes, visité des laboratoires et des sites spécialisés, consulté des documents variés (rapports, articles, films...), ces groupes partagent publiquement l'état de leurs réflexions. Localement, ils le font à l'échelle de leur ville ou de leur département, sous la forme d'expositions, d'œuvres, d'émissions de radio, d'articles ou via tout autre support. À l'échelle régionale, une rencontre conviant l'ensemble des groupes à s'exprimer et à débattre a lieu, et constitue le point d'orgue de la saison en même temps que sa clôture.

Mais ces éléments factuels ne racontent donc pas l'essentiel. L'essentiel, c'est le principe sur lequel repose le dispositif tout au long de l'opération : l'expression des questionnements, des sensibilités et des réflexions des participants eux-mêmes. Un beau principe, mais un principe difficile à tenir, un principe mis en œuvre au prix de la mobilisation de tous les savoir-faire autant que de leur remise en cause, une recherche faite de tâtonnements débouchant sur de belles réussites mais aussi quelques impasses.

Un préalable : la mobilisation spontanée ne suffit pas

D'emblée, la diversité sociologique des publics participants a été inscrite comme une donnée absolument nécessaire à la réussite de l'opération, non pas dans la perspective d'aboutir à une légitimité des débats fondée sur la représentativité de ceux qui s'expriment, mais dans l'idée que de la pluralité sociologique et culturelle des participants naît la diversité des prises de parole, et donc la richesse des échanges.

Dans cette perspective, des appels publics à participation ont été lancés au début des deux premières saisons, soit avec l'appui de certaines municipalités, soit par la parution d'annonces dans des journaux à fort tirage. Cependant, cette

démarche mène à des résultats pratiques pour le moins mitigés. Tout d'abord, très peu de personnes se mobilisent spontanément, au point qu'elles ne sont parfois pas assez nombreuses, à l'échelle d'une ville ou d'un quartier, pour qu'un groupe se constitue. D'autre part, celles qui se présentent à ce genre de rendez-vous ont souvent des profils proches ou, à tout le moins, des caractéristiques identiques : habitude de participer à des débats, attache particulière avec la science ou le monde de la recherche, fréquentation des lieux culturels et en particulier des lieux dans lesquels se déroulent les séances de QSEC...

Avec une politique des publics consistant à faire participer des personnes de toutes les catégories sociales, de tous les milieux, et de tous les âges, la mobilisation spontanée ne suffit donc pas. Dès lors, comment faire ?

La démarche des opérateurs consiste à s'adresser aux structures et acteurs implantés sur les territoires concernés : l'Essonne, les Yvelines et la Seine-Saint-Denis (depuis la première saison du projet), augmentés de Paris, de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne (depuis la saison 2010-2011) puis des Hauts-de-Seine et du Val-d'Oise (à partir de 2011-2012). Dans un premier temps, il s'agit de convaincre les responsables des structures dont pourraient émaner des groupes constitués, qu'il s'agisse d'associations ou d'équipements publics. C'est ainsi que, chaque saison, la majorité des groupes procède d'associations à vocation sociale, culturelle ou professionnelle, mais aussi de centres sociaux, maisons de quartier, médiathèques, maisons de retraite, lycées, ou même prison ⁽¹⁾.

Ensuite, ce sont les membres et usagers de ces structures qui demandent à être persuadés. Les raisons de leur participation sont variées : occasion de doper une activité de loisir par une approche et une programmation culturelles (cas des maisons de retraite, par exemple), de traiter autrement un thème sur lequel travaille déjà le groupe (cas des cafés philo qui intègrent via QSEC une démarche d'enquête de terrain), ou de poursuivre autrement les objectifs de la structure (la participation au projet est une forme de socialisation complémentaire aux activités que propose le centre social aux habitants de Villeneuve-Saint-Georges, dans le 94). De manière plus directe, l'opportunité de rencontrer des spécialistes et de visiter des lieux fermés au public constitue, bien sûr, un puissant atout de séduction pour tous les types de public.

Chaque saison, l'étape de la constitution des groupes est celle qui mobilise le plus d'énergie et de temps. Elle est faite de prises de contact qui, parfois, ne débouchent sur rien de concret dans l'immédiat, ou sur des accords de principe qui se heurtent à des problèmes d'agenda. Pourtant, l'objectif de la plus grande diversité possible en termes d'âge, d'origines sociale, géographique et culturelle des

participants a été atteint lors des deux premières saisons de l'opération. Assistantes maternelles, chômeurs, employés de banque, ébénistes, enseignants, femmes au foyer, kinésithérapeutes, lycéens, retraités, techniciens en électronique... le volontarisme des opérateurs a permis de toucher les personnes qui ne fréquentent pas les lieux ou projets culturels plus classiques. De plus, avec une proportion de plus de trois quarts d'adultes, l'opération réussit à mobiliser le « non-public générationnel » de la culture scientifique.

Cette diversité sociologique obtenue révèle et cristallise ainsi le travail de longue haleine mené par les acteurs de la culture scientifique et technique pour constituer des réseaux de partenaires au plus près des territoires.

Les groupes s'emparent du thème

Chaque saison, les groupes commencent leur parcours de réflexion en s'interrogeant sur le thème annuel retenu : La Bioéthique en 2009-2010, L'Alimentation en 2010-2011, L'Argent en 2011-2012. Chacun d'entre eux doit trouver une manière de se l'approprier, c'est-à-dire de lui donner un sens. Dans ce cadre, le choix du thème de saison par les partenaires du projet est important. Tout d'abord, celui-ci doit introduire ou faire corps avec des enjeux de société, et ne pas pouvoir se résumer à un traitement par les seules sciences, sous peine de voir disparaître la légitimité des habitants à s'exprimer. En effet, il n'est pas question de demander aux participants de réaliser une synthèse des éléments scientifiques qu'on leur transmet, et encore moins de les sonder pour dire le « vrai » scientifique. Le thème doit au contraire ouvrir sur des débats contradictoires engageant des valeurs, des positionnements sociétaux, des perceptions, des projets pour l'avenir.

Le groupe du café-débat de Saint-Quentin visite le site de Versailles-Grignon de l'INRA, dans le cadre de sa réflexion sur les défis du système alimentaire mondial.

© L. Priou

Par ailleurs, le thème doit faire écho à des intérêts pluriels et à des préoccupations concrètes pour des participants les plus divers possible. En effet, si certains groupes peuvent être séduits par un thème paraissant très théorique, la majorité d'entre eux trouve un intérêt fort à porter une réflexion sur des objets concrets de leur quotidien. Les deux approches vont d'ailleurs pratiquement toujours de pair, mais il est important de laisser ces deux voies d'entrées ouvertes.

Car si le thème commun est imposé à l'ensemble des groupes, c'est à chacun d'entre eux de se positionner et de délimiter un sujet plus précis, qui devient alors leur objet de travail. Pour donner quelques exemples, la saison Alimentation a vu fleurir des sujets très divers tels que « y a-t-il un modèle agricole idéal ? » (groupe du lycée de Provins, 77), « goûts et dégoûts » (groupe de journalistes, Paris), ou bien encore « l'alimentation comme lien social » (groupe d'éducateurs de rue, Champigny, 94).

Le choix des sujets se déroule suivant des modalités différentes d'un groupe à un autre, mais avec le même souci de donner le maximum de moyens aux participants qui le souhaitent de s'autodéterminer. Si une liberté totale est accordée à tout groupe capable de s'emparer seul de la thématique, dans la quasi-totalité des cas les groupes sont accompagnés dans cette étape. Beaucoup d'entre eux débute par un brainstorming piloté par un animateur. En 2009-2010, le groupe des assistantes maternelles de Noisy-le-Sec (93) a ainsi reçu un philosophe, non expert de la thématique, qui a su leur faire percevoir des échos entre la thématique, leur statut de mère et leur profession.

Projet culturel, QSEC vise à travailler sur les différences d'appréciation, de jugement, d'analyse, qui rendent riche un débat. Dans ce dessein, il pousse chaque participant à se questionner et à s'exprimer en fonction de ce qu'il est, qui il est, sans lui demander d'entrer dans une neutralité impersonnelle ou d'endosser un rôle plus ou moins factice. Dans le cadre de la définition des sujets et dans leur exploration, il s'agit donc avant tout de convier chaque groupe à aboutir à un sujet indexé sur son identité propre, sur ses centres d'intérêt, sur ce qui le rassemble.

Au final, un large spectre de sujets est donc investi chaque saison. Mais certains sujets se voient également traités par plusieurs groupes en même temps, et il devient alors très intéressant de constater les différences d'analyse produites.

Les groupes enquêtent

Les parcours de réflexion, une fois les sujets arrêtés ou en parallèle à leur définition, sont composés de séances au cours desquelles les groupes interrogent des spécialistes,

Atelier de cuisine moléculaire,
avec le chef Pierre-Dominique Cécillon,
pour le groupe de l'université du Temps libre d'Evry
© L. Piriou

Le groupe de lycéennes, encadré par Paris-Montagne,
rencontre Jacques Nicolas, professeur titulaire de la chaire
de biochimie industrielle et agro-alimentaire du CNAM.
© G. Tixier

rencontrent des chercheurs de toutes les disciplines, questionnent des professionnels des secteurs économiques concernés, visitent des laboratoires et des institutions spécialisées, analysent des films et consultent divers documents. Mais ces séances sont pensées comme de véritables moments d'échange et non comme une suite de conférences magistrales où les groupes recevraient, de manière passive, informations et connaissances de « ceux qui savent ».

Cette dimension, qui est un élément important de l'opération, est aussi une véritable gageure, tant il est parfois difficile de réunir les conditions nécessaires à l'expression des participants.

L'exercice difficile de l'échange avec les spécialistes

Les rencontres sont bien sûr l'occasion pour les groupes d'obtenir des connaissances scientifiques, techniques et pratiques sur leur objet de travail, mais elles ne peuvent se résumer à cela. Elles sont surtout l'occasion de dépasser un mode de communication uniquement descendant et visent à instaurer un véritable échange à double sens.

Plusieurs conditions favorisent cette communication. D'abord, le degré de préparation des participants : la connaissance préalable de l'identité de l'intervenant, le choix des questions qu'ils lui poseront, l'existence d'un travail de recherche réalisé sur le sujet, permettent plus facilement à chacun de s'exprimer.

D'autre part, il est nécessaire de bien expliquer les règles du jeu aux intervenants, comme aux groupes. La prise de parole doit être définie à l'avance : le spécialiste commence-t-il par une intervention de quelques minutes avant que l'on passe à une séance de questions ? Est-il invité uniquement pour répondre aux interrogations du groupe sans intervention magistrale préalable ? Est-ce lui qui écoute les réflexions des participants et qui pose ensuite des questions au groupe, pour donner et partager ses impressions ? Un animateur extérieur ou, si cela est possible, l'un des participants du groupe, doit également être là pour solliciter les prises de parole autant que pour limiter la tendance au monologue de certains intervenants. Car si ces derniers sont choisis pour leurs qualités relationnelles autant que pour leurs connaissances, il faut parfois être en mesure de les limiter dans leur temps de parole.

Reste enfin que faire intervenir en une même séance plusieurs spécialistes aux connaissances et aux points de vue différents peut légitimer les membres du groupe dans leurs questions et leurs propres réflexions. Cependant, elle ne fait que diminuer le temps d'expression du groupe, au profit de celui des experts.

Bien sûr, ces éléments ne suffisent pas à rendre actif tous les participants, ou à les rendre actifs de la même manière. Ainsi, les groupes dont les membres sont issus des catégories socio-professionnelles les moins élevées demeurent-ils davantage sur des attentes pédagogiques vis-à-vis des intervenants, mais ce sont également parmi eux que l'on trouve les participants qui affichent le plus ouvertement leurs points de vue et posent le plus de questions. À l'inverse, les groupes ayant une approche plus intellectualisée ont besoin de plus de temps pour entrer

dans un dialogue libre et décomplexé avec les spécialistes qu'ils rencontrent. Reste enfin que les aptitudes de l'animateur comme la qualité d'écoute du spécialiste jouent pour beaucoup dans la construction du dialogue.

Pour un autre rapport au thème : visiter des lieux ressource

Complémentaires aux interventions de spécialistes effectuées sur les lieux de rencontre des groupes (leur ville, leur salle de réunion, suivant leur calendrier), de nombreuses visites de sites sont réalisées. Beaucoup de services hospitaliers ont ouvert leurs portes lors de la saison Bioéthique, ainsi que de nombreux laboratoires de recherche. Au cours de la saison Alimentation, fermes, marchés, grandes surfaces et restaurants ont été au menu des parcours, montrant que la culture scientifique et technique s'incarne où elle trouve à faire écho en tout lieu de notre quotidien.

Surtout, ce changement de décor a des incidences sur ce qui fait l'objet des échanges. Aux questions sur le sujet du groupe, vient s'adjoindre un réel intérêt portant sur l'activité des chercheurs et professionnels, sur leurs manières de travailler, sur leurs gestes. Ces visites permettent ainsi de rendre tangible une activité parfois très éloignée de l'univers de pensée des participants, de démythifier la recherche en laboratoire, et de rendre plus concrètes les réflexions.

Penser « entre soi »

Reste à annoncer une banalité de la vie quotidienne, mais qui l'est moins dans le cadre d'un projet de culture scientifique : il est possible de dire des choses intéressantes en dehors de la présence de spécialistes, et cela même lorsque la conversation porte sur un sujet de société comportant une forte dimension scientifique et technique.

Séance de réflexion, au Louvre, sur l'alimentation d'hier à aujourd'hui, pour le groupe des retraités de Bagnolet

© L. Piriou

Ainsi, certaines séances de travail des groupes QSEC se déroulent sur la base des connaissances, idées et réflexions des membres eux-mêmes, ou dans le cadre de travaux de recherche préparatoires qu'ils conduisent sans spécialiste. Mais encore faut-il construire un cadre de travail propre à mener les participants vers des échanges constructifs.

Assistés par un animateur qui a su les questionner, les faire réagir et échanger entre eux, les membres du groupe de Brétigny-sur-Orge (91) ont longuement mené leurs propres réflexions sur leur sujet de 2009-2010 : « Faut-il vouloir la vie à tout prix ? » Ainsi, lors d'une réunion consacrée à la paternité, la discussion a pu être aussi vive qu'argumentée sur l'identification du statut de père au géniteur ou à l'éducateur et, plus largement, sur ce que cela signifie que d'être père ⁽²⁾... Moins intimidants qu'une rencontre frontale avec un expert, ces temps de réflexion sont l'occasion pour les participants d'identifier ce qui les questionne ou de reprendre entre eux des éléments de connaissance obtenus au cours de rencontres avec des spécialistes.

De la même manière, plusieurs protocoles sont utilisés afin de convier les groupes à travailler sur leur sujet en amont de ces rencontres. En 2009-2010, lors de leurs premières séances, les lycéens de la ville de Vaujours (93) ont effectué un travail documentaire consistant à identifier, via la presse et Internet, les différents acteurs du débat lié aux techniques de procréation du futur (leur sujet), et à en relever les positions et arguments. L'un des principaux mérites de cette approche est de permettre aux élèves d'aborder leur sujet de réflexion par le débat qu'il suscite, et non pas de le réduire à une somme de connaissances figées qu'ils auraient à apprendre. Ce travail a ensuite servi aux élèves à s'entretenir avec une généticienne et un philosophe venus les écouter et répondre à leurs questions, permettant à ces deux rencontres d'être plus dynamiques et profitables pour tous.

Brainstorming, rencontres de spécialistes, visites, au fil des séances s'entrecroisent des approches, des discours et des points de vue multiples portés par des intervenants et des institutions qui n'ont pas toutes voix au chapitre en culture scientifique. C'est pourtant la complémentarité entre les connaissances scientifiques apportées par les chercheurs, le témoignage pratique des professionnels de terrain, et les discours militants en faveur d'une cause, qui permet aux groupes d'explorer un sujet sous ses aspects les plus divers. C'est donc cette complémentarité qui, de manière concomitante, amène les opinions des participants à évoluer, leurs analyses à s'affiner, leurs positions à changer. Vient alors l'étape de la prise de parole publique...

Des approches et fonctionnements spécifiques d'un groupe à l'autre

Les 52 groupes de participants à la saison 2010-2011 représentent un échantillon d'habitants aux profils socioculturels variés. Les premiers résultats de l'évaluation en cours font apparaître des caractéristiques propres à ces différents publics. Ici, nous avons choisi de nous concentrer sur la catégorie socioprofessionnelle des participants, en faisant le distinguo entre ceux qui ont un niveau scolaire inférieur et ceux qui ont un niveau scolaire supérieur au baccalauréat (abréviations Bac- et Bac+).

Les motivations des participants Bac+ à intégrer l'opération sont tout d'abord les rencontres avec des experts, puis l'envie de participer à un processus collectif, et enfin la volonté de trouver des réponses à des questionnements déjà amorcés individuellement. Il s'agit souvent pour eux de creuser des réflexions sur des points précis (le bio, les troubles alimentaires). Les participants Bac- invoquent en premier lieu un intérêt pour les problématiques budgétaires et sanitaires liées à l'alimentation, puis plus largement l'opportunité d'enrichissement culturel qu'offre le projet. Enfin, ils évoquent la nécessité de faire le point sur les sujets médiatisés qui prêtent à controverse (OGM par exemple). Ils cherchent ainsi à démêler le vrai du faux pour améliorer leur hygiène de vie. Cependant, notons qu'une majorité d'entre eux, à l'issue de leur parcours, a reconnu « le fait de débattre » comme étant l'apport de QSEC qu'ils ont préféré.

Ce vécu du projet a été résumé par les participants au travers d'une liste de 25 verbes qui leur a été proposée dans le cadre d'un questionnaire. Il leur était demandé de choisir et de classer les 5 termes qui donnaient la meilleure représentation de leur expérience personnelle du projet. Les premiers résultats montrent que chez les profils Bac+, « écouter », « questionner » et « réfléchir » apparaissent comme trio gagnant, tandis que l'on retrouve « écouter », suivi de « s'instruire » et « apprendre à » en tête du classement des profils Bac- : un parcours à dominante réflexive pour les uns, éducative pour les autres.

À l'intérieur du thème global de l'alimentation, les groupes sont amenés à choisir eux-mêmes le sujet qu'ils souhaitent développer. Leurs choix se portent souvent sur des sujets qui « leur ressemblent ». Ainsi, on peut constater par exemple

que « Le temps des femmes », un groupe composé de femmes au foyer, a choisi de s'intéresser au budget alimentation dans les dépenses familiales, que le groupe d'artisans et agriculteurs membres de l'association « Chrétiens en monde rural » s'est attaqué à « Nourrir 9 milliards de personnes », tandis que les participants au café Agoraphilo ont travaillé sur « L'alimentation : patrimoine culturel ou mode de rapports sociaux ». Les groupes à dominante Bac- portent leur choix sur des sujets enracinés dans le quotidien, alors que les groupes à dominante Bac+ ont tendance à se questionner sur des sujets qui sortent du cadre strictement pratique pour s'engager dans des thématiques qui prêtent davantage à l'exercice du débat.

Enfin, dans le cadre des rencontres avec les spécialistes, on note un mode de fonctionnement différent des groupes à dominante Bac+ et Bac-. Les groupes de femmes au foyer ont plus souvent assisté à des ateliers interactifs et participatifs que les autres. Ces activités permettent de dépasser les barrières culturelles et surtout linguistiques. Souplesse, inventivité et convivialité sont donc les ingrédients indispensables au bon démarrage et au bon fonctionnement de ces groupes. De leur côté, les groupes à dominante Bac+ sont dirigés vers des chercheurs qui vont d'emblée aborder le sujet dans un cadre plus conventionnel. Ils sont aussi nombreux à travailler individuellement en amont des séances : les membres du groupe du café débat de Saint-Quentin ont ainsi chacun pris l'habitude de présenter régulièrement aux autres un exposé de leurs recherches avant chaque venue d'un expert, afin de préparer cette rencontre.

Mais qu'ils soient majoritairement Bac+ ou Bac-, un certain nombre de groupes ont su allier réflexion et convivialité en prenant l'habitude de se retrouver autour d'un déjeuner ou d'un dîner : rien de tels que les travaux pratiques pour alimenter la théorie et délier les langues.

SARAH BARRETT
Chargée d'évaluation

Les groupes s'expriment publiquement

Les restitutions

Au terme des rencontres et visites, les groupes sont invités à produire des restitutions publiques locales afin de partager les éléments de réponse obtenus et les enjeux, questionnements et doutes qu'ils ont fait émerger. Ces restitutions

prennent des formes diverses, adaptées à chaque groupe et à chaque parcours : émission de radio, publication dans un journal, création d'une exposition ou d'une œuvre sonore, campagne d'affichage, montage vidéo... Elles sont également le reflet des pratiques des opérateurs départementaux, qui mobilisent leurs savoir-faire pour conduire la réalisation de cette étape.

En Essonne, où intervient Planète Sciences, les restitutions utilisent des formes propres à porter la créativité des membres de chaque groupe. Écriture d'une scène de théâtre par le groupe du lycée l'Essouriau, réalisation de fresques par les membres de l'association Génération Femme d'Évry... l'accent est mis sur l'expression des imaginaires, sans volonté d'aboutir à des supports pédagogiques rendant compte des connaissances reçues ou produites. Dans les Yvelines, les groupes emmenés par le Parc aux Étoiles utilisent davantage des médias leur permettant de valoriser les analyses obtenues. En 2009-2010, le groupe de Triel-sur-Seine a ainsi réalisé une exposition sur le début et la fin de vie qui mettait en valeur les questionnements du groupe tout en apportant des éléments d'information d'ordre législatif.

Les autres opérateurs F93 (Seine-Saint-Denis), Paris-Montagne (Paris), Terre avenir (Seine-et-Marne) et l'ASTS (Val-de-Marne) conduisent eux aussi des programmes de restitutions variés, fruits de leurs savoir-faire et pratiques spécifiques, comme le feront l'Exploradôme (92) et les Petits débrouillards (95) à partir de la saison 2011-2012.

Le débat de clôture

Après avoir enquêté indépendamment les uns des autres, les groupes d'habitants participent à une rencontre régionale les invitant non seulement à rendre compte de leurs analyses, mais encore à débattre entre eux. C'est en effet ce débat qui permet à chacun des groupes de tester et de défendre ses idées, de les confronter à celles des autres, mais aussi d'écouter des points de vue et analyses différents. En un mot, il donne sens au caractère régional du projet. Pourtant, il n'est pas aisé d'organiser un débat permettant de faire émerger un vrai dialogue entre autant de personnes. Comment en effet assurer l'expression de toutes les sensibilités, et en particulier

celles des groupes les moins à l'aise avec la prise de parole publique ? Les dispositifs potentiellement exploitables ne sont pas nombreux...

Les deux premiers débats de clôture du projet QSEC ont été conçus à partir du protocole dénommé « Abaque de Régnier ». Ce système d'animation de débat a été inventé en 1973 par le docteur François Régnier, alors chargé d'organiser et de piloter des réunions d'experts du monde médical. Le protocole de l'Abaque se déploie en quatre phases. Chacune d'elles est importante pour faire des groupes d'habitants les architectes et les orateurs de la rencontre :

- *Les participants définissent eux-mêmes ce qui est débattu collectivement* : dans le cadre de QSEC, les groupes d'habitants sont invités, à la fin de leurs parcours, à formuler des points de vue et propositions (également appelés items) reflétant l'état de leurs réflexions. Ces items se présentent sous la forme de courtes phrases, comme par exemple lors de la saison Alimentation : « Créer ou renforcer le lien entre le producteur citoyen et le consommateur citoyen devient indispensable » (habitants de Sénart Melun), ou bien : « Les centrales d'achat, par leur monopole et en ne visant que des objectifs économiques, contribuent à une dégradation de la qualité alimentaire » (groupe de Parisiens mobilisés par petite annonce).

- *Les participants manifestent individuellement leurs avis, matérialisant consensus et dissensions* : les items sont rassemblés pour constituer un questionnaire commun consultable en ligne et sur papier. Les résultats sont enregistrés et transformés en représentations graphiques. Il est ainsi possible d'identifier très simplement les items qui font consensus et ceux pour lesquels les avis diffèrent.

- *Le jour du débat, les participants sont les premiers orateurs* : environ 450 personnes ont participé à la première saison du projet QSEC, et plus de 1 000 lors de la deuxième. Impossible, dès lors, de toutes les accueillir. Ce sont donc des « représentants » des groupes qui sont conviés au débat de clôture, et non l'ensemble des participants. Les représentants des groupes à l'origine des items prennent successivement la parole pour faire part de leurs arguments, analyses et interrogations, dans un dialogue ouvert avec le reste de la salle. D'autres groupes interviennent en effet pour apporter leur témoignage, leurs doutes ou leur assentiment. Les spécialistes invités pour l'occasion participent également à ces échanges, afin d'apporter des compléments d'information ou d'engager la discussion vers d'autres notions ⁽³⁾.

- *Le débat se termine par une synthèse non conclusive* : à l'issue de la rencontre, deux grands témoins mettent en perspective ce qu'ils ont perçu du débat, mais sans intention de clore celui-ci. Le respect de la diversité des opinions, de la pluralité des analyses et des arguments contradictoires échangés est garanti par l'absence de formulation de consensus ou de généralisations. Au contraire, ce sont les mille et une

Débat de clôture « Bioéthique » : derrière l'animateur, chaque ligne représente la répartition des accords (vert) et désaccords (rouge) des participants pour chacune des analyses et propositions débattues.

© LookatSciences/Laurent Salters

Débat de clôture « Alimentation » : au Conseil régional d'Île-de-France, 230 membres et représentants des groupes prennent la parole pour livrer leurs conclusions et échanger leurs points de vue.
© QSEC/S.Coulaud

manières dont les groupes ont questionné le thème qui sont mises en lumière. Pour les participants, cette dernière étape est importante car elle leur permet de comprendre qu'ils ont été entendus, à la fois par une personnalité issue de la recherche scientifique et par un représentant d'une instance décisionnaire ou actrice dans le secteur concerné par le thème annuel.

Au final, l'ingénierie conçue à l'occasion de cette unique journée est complexe. C'est toutefois à ce prix que ce rendez-vous est en mesure de répondre aux critères d'exigence d'un débat véritable tout en mobilisant plusieurs centaines de participants. Comme l'a montré l'évaluation de la première saison, le débat de clôture a ainsi été plébiscité par ces derniers en tant que moment de rencontre, de débat et d'échange, mais aussi en tant que lieu valorisant le long et délicat travail qu'ils ont effectué au fil des mois.

Conclusion

Après un an et demi d'existence sur le terrain, le projet QSEC a gagné le pari initial de la participation sur plusieurs aspects. D'abord, celui de la mobilisation de Franciliens aux caractéristiques sociologiques très diverses, et notamment de la

population adulte peu touchée habituellement par les projets de culture scientifique. Ensuite, celui de la prise de parole, chaque saison, de ces dizaines de groupes d'habitants qui identifient des enjeux, produisent des analyses, verbalisent des points de vue, et s'engagent dans des échanges construits avec des spécialistes issus de tous les domaines et secteurs. Bien sûr, cet investissement ne prend pas les mêmes formes : tandis que certains membres ou groupes jouent d'eux-mêmes et à plein le jeu de la participation, d'autres, tout en satisfaisant aux passages obligés que sont les restitutions et le débat de clôture, restent davantage en retrait. Aussi, afin d'accompagner chacun de la manière la plus juste possible, des protocoles et savoir-faire appropriés sont recherchés, développés et adaptés. Sur ce dernier point, rien n'est terminé. Les emprunts et les expérimentations se poursuivront jusqu'au terme du projet, à l'été 2013, et peut-être au-delà...

Les réussites de « Questions de Sciences, Enjeux Citoyens » sont celles des opérateurs départementaux qui inventent et déploient l'opération. Ce sont eux qui, depuis 2009, prouvent la légitimité qu'ont les acteurs de la CSTI à investir les thèmes des grands débats de société et à les traiter en tant que tels, pour mieux en révéler les ressorts scientifiques et surtout la portée culturelle.

Notes

- (1) Pour un récit d'expérience sur la constitution d'un groupe seine-et-marnais : <http://leblog-qsec.fr/164-comment-constituer-un-groupe-qsec>
- (2) Pour un extrait vidéo de la discussion : <http://vimeo.com/10344028>
- (3) Comptes rendus et vidéos du débat de la saison Bioéthique et de la saison Alimentation sur www.qsec.fr